

**Préfecture**  
**Direction régionale et interdépartementale**  
**de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France**  
Unité territoriale des Yvelines

**Arrêté portant mise en demeure n°2014161-0008**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Société SOBELOC à Ablis**

**activité de transit regroupement tri de déchets non dangereux non inertes et papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles bois**

**Le Préfet des Yvelines**

**Vu le code de l'environnement ;**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 décembre 2007 autorisant la société SOBELOC, dont le siège social est ZA Ouest - Les Fontaines Chaudes (78660) à Ablis, à exploiter un centre de regroupement, de tri et de transfert de déchets industriels banals de chantier, en vue de leur recyclage à la même adresse ;. pour les activités suivantes :**

**Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 décembre 2011 imposant à la société SOBELOC des prescriptions complémentaires relatives aux installations qu'elle exploite sur la commune d'Ablis (78660) ZA Ouest – Les Fontaines Chaudes ;**

**Vu le dossier déposé le 27 février 2014 par lequel la société SOBELOC demande l'autorisation d'étendre son activité sur d'autres parcelles ;**

**Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2014, faisant suite à l'inspection inopinée réalisée le 12 mai 2014 ;**

**Considérant que lors de l'inspection du 12 mai 2014 l'inspecteur des installations classées a constaté la présence, sur une extension non autorisée du site principal, d'un broyeur mobile en stationnement ainsi que de ferrailles en cours de tri sur l'extension réalisée et en exploitation anticipée à la demande présentée ;**

**Considérant que l'inspecteur des installations classées a constaté sur les parcelles distinctes sises au 1 Fontaines chaudes et au 6 Fontaines chaudes, le stockage de bennes vides ainsi que de déchets métalliques (fonte) et de déchets industriels banals (inertes) ;**

.../...



**Considérant** que lors de l'inspection du 12 mai 2014, il a été constaté la présence de déchets amiantés sous big-bags spécifiques amiante, stockés à l'extérieur, non protégés des intempéries ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas émis d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 20 mai 2014 ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions prévues à l'article L.171-8-I du code de l'environnement ;

**Sur la proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRETE**

**Article 1er :** La Société SOBELOC exploitant un centre de tri, regroupement, tri de déchets métalliques et de déchets non dangereux non inertes et papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles et bois sur la commune d'Ablis (78660) ZA Ouest – les Fontaines Chaudes **est mise en demeure, sous un délai maximal de trois mois de satisfaire :**

- ◆ au respect des dispositions visées au Chapitre 1.4 et à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 décembre 2007, **en justifiant de l'enlèvement des déchets stockés sur les aires non autorisées ;**

- ◆ au respect des dispositions visées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 9 décembre 2011, **en justifiant de l'évacuation des déchets d'amiante issus du tri et en justifiant que les prochains déchets issus du tri seront stockés dans les conditions du chapitre 5.2 de l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2007 (bâtiment fermé).**

**Article 2 -** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 -** Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

.../...



**Article 4** - le présent arrêté sera notifié à la société SOBELOC et publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Sous-préfet de Rambouillet,
- Monsieur le Maire de la commune d'Ablis,
- Monsieur le Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie,
- Monsieur le colonel commandant le groupement de Gendarmerie des Yvelines, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 10 JUIN 2014

Le Préfet,

Le chef de l'unité territoriale des Yvelines

  
Henri KALTEMBACHER

